



## **TERMES DE RÉFÉRENCE**

**Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur le thème : « stratégies de renforcement des capacités des acteurs des systèmes éducatifs des pays d'Afrique subsaharienne en apprentissage institutionnel et en gestion des connaissances »**

**Octobre 2021**

### **1. Contexte et justification**

Le programme KIX est une initiative du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) coordonnée par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) visant le partage des connaissances et des innovations en matière d'Éducation. Quatre centres régionaux KIX ont ainsi été créés afin de réunir les représentants des pays membres pour discuter des bonnes pratiques en matière d'éducation autour de priorités communes.

Le centre KIX Afrique 21 est mis en œuvre par un consortium constitué par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à travers son Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEF), la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Ce centre regroupe vingt et un (21) pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Océan Indien : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger République du Congo, Sénégal, Sao Tomé et principe et le Togo. Ces pays s'illustrent par des contextes éducatifs présentant de nombreuses similitudes et par le partage d'une même langue officielle<sup>1</sup>.

Les activités du centre visent à approfondir la compréhension des innovations réussies telles que les produits, les processus, les stratégies ou approches permettant de rendre les systèmes éducatifs plus efficaces et à renforcer la capacité des gouvernements à innover, à générer et utiliser des données probantes<sup>2</sup>. Le but du centre est d'aider les pays membres à assurer un fonctionnement optimal des systèmes éducatifs, tâche qui, en général, se révèle difficile du fait de la complexité de ces systèmes. Souvent, lorsqu'ils sont mis en pratique, les projets conçus par les organisations internationales ou développés au niveau central ne donnent pas les résultats escomptés. Pour être efficace, toute solution à un problème de développement

<sup>1</sup> Le portugais pour la Guinée Bissau, Cabo Verde et Sao Tomé et le français pour les 18 autres pays.

<sup>2</sup> <https://www.globalpartnership.org/fr/what-we-do/knowledge-innovation>

devrait suffisamment prendre en compte du contexte local. D'un autre côté, ce serait gaspiller des ressources que de réinventer sans cesse la roue.

Par conséquent, la mise en œuvre de stratégies efficaces d'apprentissage institutionnel et de gestion des connaissances peut s'avérer d'un apport majeur pour permettre aux systèmes éducatifs de répondre au mieux aux missions qui leur sont assignées. En effet, l'apprentissage institutionnel et la gestion des connaissances offrent des méthodes et des outils susceptibles de soutenir l'amélioration du fonctionnement des systèmes éducatifs<sup>3</sup>.

D'une part, l'apprentissage institutionnel permet d'adapter des mesures ayant fait leurs preuves au niveau local ou dans d'autres contextes aux caractéristiques similaires, d'examiner leur adéquation avec le contexte cible, de réfléchir aux résultats positifs et négatifs et, au besoin, de rectifier le tir. Dans une perspective d'apprentissage institutionnel, il est par ailleurs tout aussi important de communiquer ses expériences et de les échanger avec d'autres, de découvrir de nouvelles idées, de remettre en question et d'adapter ses propres règles, processus organisationnels.

D'autre part, la gestion des connaissances permet d'identifier, d'analyser, de mémoriser et de partager les connaissances produites à travers le processus d'apprentissage institutionnel. Elle contribue à optimiser l'apprentissage afin de favoriser l'innovation et elle constitue de ce fait un véritable levier du changement<sup>4</sup>. Cela explique pourquoi, la gestion du changement constitue un des principaux défis que doivent relever les organisations dans les quinze (15) prochaines années<sup>5</sup>. À cet effet, il s'avère pertinent d'analyser la manière dont s'organisent l'apprentissage institutionnel et la gestion des connaissances dans les systèmes éducatifs des pays membres du centre KIX Afrique 21. C'est dans cette optique qu'est organisée la présente étude.

## **2. Mandat du consultant**

Le Consultant sera chargé de produire un document décrivant les principales articulations d'une stratégie visant à renforcer les capacités des acteurs des systèmes éducatifs des pays membres du centre KIX Afrique 21 en apprentissage institutionnel et en gestion des connaissances. Ce document devra déboucher sur une série de recommandations à l'attention des décideurs politiques. De ce fait, il ne devra pas revêtir un aspect trop académique et théorique, mais devra proposer des mesures concrètes et ciblées.

De façon spécifique, il s'agira de :

---

<sup>3</sup> [Apprentissage institutionnel et la gestion des connaissances - UCLGA](#)

<sup>4</sup> [https://inf6070.telug.ca/telugDownload.php?file=2013/07/INF6070\\_M1\\_a2\\_GestionConnaissancesOrganisation.pdf](https://inf6070.telug.ca/telugDownload.php?file=2013/07/INF6070_M1_a2_GestionConnaissancesOrganisation.pdf)

<sup>5</sup> Foresight 2020 – Economic, industry and corporate trends (<http://www.polia-consulting.com/Foresight-2020.html>), p. 93 et p. 87 citée en partie dans Prax, J.-Y. (2007). Le Manuel du Knowledge Management – mettre en réseau les hommes et les savoirs pour créer de la valeur (2e éd.). Paris : Dunod, p. 20.

- Faire un état des lieux des pratiques d'apprentissage institutionnel et de gestion des connaissances mises en œuvre dans les systèmes éducatifs des pays membres du centre KIX Afrique 21 ;
- Proposer une stratégie de renforcement des capacités des acteurs des systèmes éducatifs des pays membres du centre KIX Afrique 21 en apprentissage institutionnel et en gestion des connaissances ;
- Animer un atelier de restitution des résultats de l'étude, à distance ou en présentiel dans un des pays membres du centre.

### 3. Livrables

Quatre (4) livrables sont attendus du consultant :

- 1) Un **plan détaillé du rapport de l'étude de deux (2) pages** au maximum ;
- 2) Un calendrier indiquant les **principales étapes** de la réalisation de l'étude ;
- 3) Le **rapport final de l'étude (comprenant un résumé exécutif)** d'une **quarantaine de pages au maximum** ;
- 4) Une **présentation PowerPoint** résumant les principaux résultats de l'étude.

### 4. Profil requis

Le Consultant devra disposer des qualifications ci-après :

- ✓ être titulaire d'un **diplôme d'études supérieures**, de **niveau minimum master**<sup>6</sup>, en sciences de l'éducation, en psychologie, en sociologie, en économie, en statistiques ou en toute autre discipline apparentée ;
- ✓ avoir une **expérience professionnelle d'au moins 5 ans** dans la réalisation d'études similaires ;
- ✓ avoir une **bonne connaissance des enjeux liés au développement des systèmes éducatifs et des politiques éducatives** des pays d'Afrique subsaharienne.

### 5. Période de la consultance

La consultance est prévue pour une durée de **deux (2) mois maximum** à partir du mois de **novembre 2021** pour un temps de travail estimé à **20 jours-hommes**.

### 6. Dossier de candidature

Les personnes intéressées par cet appel devront soumettre un dossier de candidature comprenant une **offre technique** et une **offre financière**.

L'**offre technique** comportera :

- une note synthétique de compréhension des termes de références de l'appel à candidatures ;
- une approche méthodologique incluant un plan détaillé du déroulement des travaux et un calendrier des différentes étapes conduisant à l'élaboration de la note de politiques éducatives ;

---

<sup>6</sup> Les personnes ne disposant pas d'un diplôme de ce niveau, mais pouvant justifier d'une expérience attestée dans l'apprentissage institutionnel et la gestion des connaissances peuvent postuler.

- un curriculum vitae (CV) mis à jour, assorti de la preuve des expériences pertinentes par rapport à la prestation demandée.

L'**offre financière** devra être séparée de l'offre technique et déclinera en détail le budget pour la réalisation des différentes tâches, en précisant les coûts unitaires.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse [observatoire@confemen.org](mailto:observatoire@confemen.org) au plus tard le **24 octobre 2021 à 24 heures GMT**.

N.B : Pour toutes informations supplémentaires, prière de contacter :

Dr Guy-Roger Kaba  
Conseiller technique PASEC  
Coordonnateur de l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation (OQE)  
[grkaba@confemen.org](mailto:grkaba@confemen.org)  
(221) 78 380 68 78